



LIVRE BLANC DE L'ÉDUCATION AU SAHEL

La richesse d'aujourd'hui et de demain

SYNTHÈSE DU RAPPORT

DÉCEMBRE 2021



PHOTO PAR: ©WORLD BANK

Acknowledgments

Le livre blanc sur l'éducation au Sahel a été préparé par une équipe dirigée par Hamoud Abdel Wedoud Kamil (Spécialiste principal de l'éducation, HAWÉ2), Melissa Ann Adelman (Économiste principale, HAWÉ2) et Halsey Rogers (Économiste en chef, HEDDR). L'équipe principale était composée de Shyam Srinivasan (Jeune professionnel, HAWÉ2), Setou Diarra (Consultant, HAWÉ2), Fatim Lahonri Diabagate (Consultant, HAWÉ2), Mahugnon Stanislas Cedric Deguenonvo (Consultant, HAWÉ2), et Jason Allen Weaver (Économiste principal, HAWÉ2). Le rapport a été préparé sous la direction générale de Dena Ringold (Directrice régionale, HAWDR) et Meskerem Mulatu (Directrice sectorielle pour l'éducation, HAWÉ2). L'équipe remercie tout particulièrement Ousmane Diagana (Vice-président, AFWVP), Mamta Murthi (Vice-présidente, GGHVP), Jaime Saavedra (Directeur mondial, HEDDR), et Amit Dar (Directeur régional, HAEDR) pour leur sagesse et leurs conseils.

L'équipe élargie comprenait Nathan Belete, Clara Ana de Sousa, Elisabeth Huybens, Albert Zeufack, Jeffrey Waite, Amina Denboba, Assane Dieng, Stanislas Honkuy, Cristelle Kouamé, Boubakar Lompo, Pamela Mulet, Zacharie Ngueng, Harisoa Rasolonjatovo, Djiby Thiam, Rebekka Grun, Christophe Rockmore, Waly Wane, Cristina Panasco Santos, Joëlle Dehasse, Maimouna Fam, Kofi Nouvé, Rasit Pertev, Roya Vakil, Stephan Massing, Asbjorn Wee, Khadijetou Cissé, Thiane Dia, Seimane Diouf, Khady Fall Lo, Aissata Ngam, Bintou Sogodogo, Sidi Traoré, Enó Isong, Nayé Bathily, Christelle Chapoy, et Habibatou Gologo.

L'équipe remercie les réviseurs David Evans, Deon Filmer, Scherezad Latif, Christophe Lemiere, et Atou Seck pour leur révision attentive et leurs suggestions.

L'équipe est également reconnaissante des contributions et des commentaires de Joao Pedro Azevedo, Dmitry Chugunov, Soukeyna Kane, Rebecca Lacroix, Sergio Venegas Marin, Marianne Joy Anacleto Vital, Yi Ning Wang, Quentin Wodon, et de nombreux autres collègues.

L'équipe a grandement bénéficié des conseils d'un groupe consultatif externe dirigé par Mamadou Ndoye, Etienne Baranshamje, Alassane Diawara et Therese Rukingama Niyonzima, avec la contribution de Birger Fredriksen. Les membres du panel étaient Mahamane Tassiou Aboubakar, Cissé Backary, Messaouda Min Baham, Moussa Kadam Djidengar Bassae, Karifa Bayo, Ngartoide Blaise, Boubacar Bocoum, Amadou Diawara, El Khalil Ould Ennahoui, Mahamat Seid Farah, Ba Fatimata, Souleymane Goundiam, Madame Halimatou Hima, Kader Kaneye, Saadana Mint Kheytour, Danda Laouali, Mahamat G. Louani, Baro Mamadou, Assétou Founé Samake Migan, Zeidane Mohamed, Perside Naimo Beguy Nguedah, Stanislas Ouaro, Afsata Pare, Kenekouo Dit Barthélémy Togo, Nebghouha Mint Mohamed Vall, et Maiguizo Rakiatou Zada.

L'équipe est également reconnaissante envers les nombreux partenaires de développement dont les points de vue et les contributions ont permis de façonner ce Livre blanc, notamment lors des consultations dans les pays.

Plus important encore, l'équipe remercie les collègues dévoués des gouvernements du Burkina Faso, du Tchad, du Mali, de la Mauritanie et du Niger qui ont participé aux consultations et qui poursuivent la mission d'assurer que tous les enfants et les jeunes de la région du Sahel aient un avenir meilleur.

L'équipe présente ses excuses à toute personne ou organisation omise par inadvertance dans cette liste et exprime sa gratitude à tous ceux qui ont contribué à ce Livre Blanc, y compris ceux dont les noms n'apparaissent pas ici.



PHOTO PAR: ©DORTE VERNER/WORLD BANK

Nous savons ce que nous souhaitons : que tous les enfants aillent à l'école, que tous terminent leur éducation de base avec un socle commun, que leur éducation apporte des bénéfices individuels et collectifs, que l'apprentissage contribue à une masse critique capable de transformer l'économie... Toutes les mêmes questions se sont posées depuis l'Indépendance : accès, qualité, dualité du système - défis persistants - comment aller vers le changement en identifiant des points d'ancrage ?

Membre du Panel d'experts, 2021

Une bonne éducation pour tous est essentielle à l'amélioration de l'avenir à long terme dans la région du Sahel.

Elle peut renforcer l'employabilité et augmenter les revenus, réduire les disparités entre les sexes, sortir les familles de la pauvreté, renforcer les institutions et produire des avantages qui seront transmis à la génération suivante. En scolarisant des millions d'enfants supplémentaires au cours des deux dernières décennies, la région s'est engagée sur la trajectoire d'un tel avenir. Cependant, le potentiel est encore largement non réalisé étant donné que de nombreux enfants ne sont pas scolarisés dans la région, même au niveau primaire, et les résultats d'apprentissage sont faibles pour la grande majorité de ceux qui sont scolarisés. Les conditions en dehors du secteur de l'éducation constituent des obstacles à l'amélioration, étant donné que la région du Sahel fait face à un ensemble unique de problèmes causés par la généralisation de l'extrême pauvreté, la croissance démographique, les conflits et le changement climatique. La crise causée par la COVID-19 a exacerbé le problème de la faiblesse des résultats d'éducation en entraînant la fermeture des écoles et en aggravant la situation financière des familles.

Dans cette synthèse du nouveau Livre blanc de l'éducation au Sahel, une étude diagnostique concise de ces problèmes est présentée, accompagnée d'une description des stratégies à adopter pour les surmonter et libérer le potentiel de la région. Le Livre blanc est principalement axé sur l'éducation de base, du préscolaire au collège, étant donné que le progrès dans ce secteur constitue la base nécessaire à la prospérité du système éducatif et de la société. Il documente les problèmes rencontrés aux niveaux de l'école, du système et de la société qui empêchent la scolarisation et l'apprentissage de nombreux enfants. De plus, il avance que des interventions à court terme et que des mesures transformatrices à moyen terme existent et pourraient générer des progrès substantiels au cours des trois à cinq prochaines années - des politiques qui peuvent amorcer la réduction de la pauvreté des apprentissages, élargir l'accès des filles à l'enseignement secondaire, et améliorer l'alphabétisation des jeunes adultes. Il présente également,

pour le plus long terme, les nombreuses dimensions du renforcement du système qui sont nécessaires pour maintenir ces gains à moyen terme. Si les pays du Sahel arrivent à tirer parti des conséquences de la fermeture des écoles causée par la crise de la COVID-19 pour attirer l'attention sur les principaux besoins en matière d'éducation, et ainsi mobiliser la société à apporter des changements, de nouvelles possibilités sociales et économiques s'ouvriront pour la région.

À qui ce rapport s'adresse-t-il et en quoi est-il nécessaire ? Le Livre blanc s'adresse tout d'abord aux décideurs politiques, aux parties prenantes, à la société civile et aux partenaires au développement de la région : il leur donne une compréhension claire des défis et des possibilités ainsi qu'une vision du changement réalisable dans les trois à cinq prochaines années. Afin de garantir sa pertinence pour ce public, le Livre blanc a bénéficié des conseils d'un groupe consultatif d'experts externes composé de décideurs politiques et d'autres leaders dans le domaine de l'éducation et des compétences, ainsi que de nombreuses autres consultations. En ce qui concerne la Banque mondiale, le rapport vise à fournir des orientations au personnel chargé de l'éducation et à informer les Unités de direction des pays sur les principales priorités en matière d'éducation dans la région. Tout en s'inspirant d'un grand nombre de solides analyses réalisées dans la région, le Livre blanc apporte un supplément de valeur à ces travaux passés en adoptant une approche à la fois large et focalisée. Cette approche large se retrouve à la fois dans le diagnostic à l'échelle du système, qui examine l'ensemble de celui-ci, et dans l'orientation régionale, qui cerne les défis communs aux cinq pays du Sahel. Elle est nécessaire pour éviter d'adopter des solutions partielles qui risquent d'échouer en raison de l'absence de réformes complémentaires. Cependant, il est également nécessaire d'être focalisé, notamment en raison de la faible capacité de mise en œuvre dans la région. En établissant un ensemble limité d'objectifs et de solutions, le Livre blanc aide les pays à définir des priorités qui leur permettront de progresser à court et moyen termes.

L'avenir de la région du Sahel dépend de l'amélioration des résultats d'éducation

Le renforcement du capital humain dans la région du Sahel est fondamental pour son développement. Dans la région, tout comme dans le monde entier, l'éducation autonomise les personnes sur le plan économique : chaque année supplémentaire d'études est associée à des augmentations de revenus allant d'un minimum de 7 pour cent au Tchad à un maximum de 15 pour cent au Burkina Faso et au Niger. Ces rendements sont dus à la faible qualité de l'éducation vu la rareté des travailleurs ayant suivi plus de quelques années d'études. Pour cette raison, l'éducation offre aux personnes et à leur ménage le moyen le plus sûr de sortir de la pauvreté.

L'amélioration de l'éducation peut également réduire les écarts de revenus entre les sexes. Pour un même niveau d'instruction, les femmes ont un taux de rendement plus élevé que les hommes dans la région du Sahel. L'éducation est particulièrement importante pour les filles à cause du lien existant entre l'abandon scolaire chez les filles et le mariage précoce ou la grossesse précoce. Chaque année supplémentaire d'études secondaires est associée à une réduction moyenne d'environ 7 points de pourcentage du risque de mariage précoce et d'enfantement avant l'âge de 18 ans.

Les avantages économiques de l'éducation et de l'apprentissage de base profitent également aux pays, et non pas seulement aux individus. Au cours des 60 dernières années, les pays qui ont réussi à se sortir de la manière la plus spectaculaire et durable de leur condition de pays à faible revenu sont ceux qui ont entretenu leur élan par l'amélioration des résultats scolaires et d'apprentissage - non pas pour l'élite fréquentant les meilleures écoles, mais pour tous les enfants. C'est la tendance observée plus particulièrement en Asie de l'Est, allant du Japon au début de l'ère moderne au Vietnam au cours des dernières décennies, mais l'éducation porte ses fruits, notamment par une plus forte croissance et une plus grande productivité dans d'autres régions également. Dans le domaine de l'éducation, l'analyse statistique montre que ce qui importe pour la croissance économique, ce n'est pas tant le nombre d'années que les élèves passent en classe que les compétences qu'ils y acquièrent, c'est-à-dire l'apprentissage, et non pas juste la scolarisation.

L'éducation renforce les sociétés de bien d'autres manières. Elle améliore le capital humain de la génération suivante : les enfants des mères mieux instruites sont en meilleure santé et mieux instruits. Elle améliore la qualité du gouvernement : des enseignants et des agents de santé

mieux instruits fournissent des services de meilleure qualité, et la prestation de services est meilleure dans les communautés plus instruites. Elle peut également contribuer à la cohésion sociale et à la paix : la richesse fondée sur le capital humain est moins susceptible de déclencher des conflits que la richesse basée sur les ressources naturelles tandis que les personnes plus instruites font preuve de plus de confiance, de tolérance et d'engagement civique.

Pour toutes ces raisons, l'avenir de la région du Sahel dépend de l'amélioration des résultats d'éducation et du renforcement du capital humain. À court terme, de nombreux autres éléments utiles peuvent améliorer la vie des habitants de la région - amélioration de la gouvernance, fin des conflits, amélioration de la productivité agricole. Mais à moins que les pays de la région ne parviennent à nourrir la curiosité, aviver la créativité et renforcer les compétences de leurs enfants et jeunes, aucun de ces facteurs d'amélioration ne sera vraisemblablement durable. Les systèmes éducatifs actuels, malgré les efforts déployés par de nombreux éducateurs, manquent à le faire.

Les systèmes éducatifs actuels, malgré les efforts de nombreux éducateurs, ne parviennent pas encore à atteindre les résultats dont le Sahel a besoin. Comme le décrit la section suivante, la région a fait de réels progrès en matière d'accès. Cependant, la croissance démographique rapide rend ces progrès beaucoup plus difficiles, et la qualité de l'éducation est trop faible pour donner aux enfants et aux jeunes le départ qu'ils méritent dans la vie.

Les gouvernements de la région ont lancé de nombreuses initiatives et annoncé des engagements de haut niveau qui indiquent une volonté à relever ce défi. Cependant, cela doit maintenant se traduire par plus d'action et de meilleurs résultats. Trop souvent, les politiques bien intentionnées ne parviennent pas à surmonter les obstacles qui freinent le changement — en particulier le changement pour améliorer la qualité — dans l'ensemble du système, il est donc crucial d'identifier puis d'abaisser ces barrières. Le reste de ce Livre blanc décrit en premier lieu les résultats positifs obtenus dans la région, puis ceux qu'elle n'a pas atteint, en termes d'amélioration de l'accès et de la qualité. Il établit un diagnostic de ces obstacles à de meilleurs résultats et examine ensuite comment la région peut capitaliser l'engagement de haut niveau pour obtenir de réels progrès sur le terrain et ainsi assurer l'avenir. Il propose un ensemble d'objectifs ciblés et ambitieux — en matière de pauvreté des apprentissages, d'éducation secondaire des filles et d'alphabétisation des jeunes adultes — combinés à des politiques innovantes pour les réaliser au cours des prochaines années.



PHOTO PAR: ©DORTE VERNER/WORLD BANK

Il se termine en décrivant le renforcement du système à long terme qui sera nécessaire pour soutenir les progrès dans ces domaines.

Situation de la région : Malgré les progrès en matière de scolarisation, de nombreux enfants ne sont pas scolarisés et les niveaux d'apprentissage à l'école sont faibles

Les pays du Sahel ont pu pratiquement doubler la scolarisation au niveau primaire et la tripler au niveau secondaire au cours des 15 dernières années. Au niveau primaire, le nombre d'élèves inscrits est passé de 5,9 millions à 10,8 millions entre 2005 et 2018 ; au niveau secondaire, les inscriptions sont passées de 1,4 million à 4,6 millions. Suite à un élargissement rapide de l'accès à l'éducation, les taux bruts de scolarisation (TBS) ont augmenté à tous les niveaux d'instruction dans chacun des cinq pays (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie et Niger) entre 2005 et 2018, sauf en ce qui concerne l'enseignement pré-primaire au Burkina Faso et au Tchad.

Cet élargissement de l'accès à l'éducation représente un progrès considérable et changera la vie de ces millions

d'enfants. Les enfants scolarisés et qui poursuivent leur scolarité ont de bien meilleures perspectives d'emploi et de meilleurs résultats dans de nombreux aspects de leur vie, comme décrits ci-après.

Cependant, l'accès universel, même à l'éducation de base, reste un défi : la rapidité de la croissance démographique a limité l'amélioration des taux de scolarisation, et plus de 40 pour cent des enfants en âge de fréquenter l'école primaire de la région ne sont pas scolarisés (parce qu'ils ne se sont inscrits ou l'ont fait tardivement ou ont abandonné l'école). Malgré la forte augmentation du nombre d'enfants scolarisés, le taux brut de scolarisation au niveau primaire n'a augmenté que de 10 points de pourcentage en moyenne, passant de 69 pour cent à 79 pour cent entre 2005 et 2018. À ce rythme d'amélioration, la région ne réalisera même pas l'objectif de la scolarisation universelle au niveau primaire avant au moins 2045. Le taux moyen d'achèvement du primaire n'est que de 61 pour cent, ce qui veut dire que près de deux enfants sur cinq ne terminent pas leurs études primaires. Les taux de scolarisation aux autres niveaux de l'enseignement restent bien inférieurs.

Les enfants scolarisés apprennent bien trop peu, que ce soit en référence aux normes mondiales ou aux attentes définies dans le programme d'enseignement. Le taux moyen de pauvreté des apprentissages dans la région est



de 88 pour cent, ce qui veut dire que seuls 12 pour cent des enfants sont scolarisés et sont capables de lire et de comprendre un passage adapté à leur âge à la fin du primaire. Ce taux de pauvreté des apprentissages est élevé dans les cinq pays, variant de 75 pour cent au Burkina Faso à 95 pour cent en Mauritanie. Même si les résultats de l'évaluation internationale PASEC 2019 semblent indiquer des améliorations au cours des dernières années, les indicateurs d'apprentissage restent très faibles par rapport aux normes internationales, et les progrès devront être confirmés et maintenus pendant de nombreuses années si l'on veut atteindre la qualité de base qui devrait être garantie à tous les enfants.

Les problèmes d'accès et d'apprentissage prennent des dimensions encore plus importantes dans les autres niveaux de l'enseignement. Les taux de scolarisation ne dépassent pas 56 pour cent dans toute la région au niveau du collège, et ce taux n'atteint que 33 à 34 pour cent au Tchad et au Niger respectivement. Les taux de scolarisation dans le préprimaire et dans l'enseignement supérieur sont beaucoup plus faibles, variant de 2 à 10 pour cent. Même s'il n'y a pas de mesures comparables de l'apprentissage pour les autres niveaux d'enseignement, le manque de compétences des nouveaux entrants sur le marché du travail indique bien que l'apprentissage n'est pas à la hauteur des attentes.

À moins que la région du Sahel n'arrive à améliorer rapidement l'accès et la qualité, elle continuera de pâtir de la faiblesse de son capital humain pour la prochaine génération ou même au-delà. Entre 56 pour cent (Mauritanie) et 72 pour cent (Niger) des adultes actuellement en âge de travailler sont sans instruction. La situation s'est améliorée avec les gains enregistrés en matière de scolarisation, mais il reste urgent d'améliorer la qualité et la quantité.

Les enfants vivant dans les pays du Sahel achèvent beaucoup moins d'années d'études que leurs pairs des autres régions du monde ; si la qualité est prise en compte, la fracture est encore plus marquée. En moyenne, les enfants des pays du Sahel fréquentent l'école pendant 6,1 années, contre une moyenne mondiale de plus de 11 ans. Toutefois, ajustées du facteur de l'apprentissage, ces 6,1 années se réduisent à l'équivalent de 3,4 années de scolarité de qualité, contre une moyenne mondiale de 7,8 années. Pour décrire d'une manière plus frappante cette situation, cela reviendrait à dispenser à l'enfant ordinaire de la région du Sahel trois ans d'éducation de la qualité de l'éducation à Singapour avant qu'il abandonne définitivement l'école.

Le résultat à long terme est une baisse de la productivité et un développement plus lent, étant donné que les adultes en âge de travailler, en particulier les femmes, ne



PHOTO PAR: COLLIER GIBARD/WORLD BANK

disposent pas des compétences de base en matière de lecture, d'écriture et de calcul. Malgré des améliorations parmi les cohortes plus jeunes, les niveaux d'instruction de la population active restent extrêmement bas par rapport aux normes mondiales. Dans chaque pays du Sahel, moins de 50 pour cent des femmes adultes sont alphabétisées, contre 59 pour cent en moyenne en Afrique subsaharienne et 80 pour cent dans les pays à revenu faible et intermédiaire dans le monde. Parce qu'ils manquent des compétences de base, notamment la lecture, l'écriture et le calcul, les jeunes adultes ont plus de mal à acquérir d'autres compétences pertinentes pour l'emploi et de niveau élevé, dont ils ont besoin pour le marché du travail. Dans les cinq pays du Sahel étudiés, une moyenne de 31 pour cent des entreprises déclarent que le manque d'instruction de la main-d'œuvre constitue une contrainte majeure pour leurs activités, contre 16 pour cent en moyenne en Afrique subsaharienne. Par ailleurs, environ 44 pour cent des jeunes dans les cinq pays ne sont ni scolarisés ni actifs. Parmi ces jeunes inactifs, entre 60 et 80 pour cent n'ont pas eu de scolarité formelle. Les deux tiers sont des femmes et, sauf dans le cas de la Mauritanie, environ 80 pour cent vivent en milieu rural.

Tous ces problèmes atteignent leur niveau de sévérité le plus élevé chez les enfants et les jeunes les plus pauvres, c'est-à-dire ceux qui ont le plus besoin d'une bonne éduca-

tion pour avoir une chance de s'en sortir dans la vie. Les taux de scolarisation des enfants des groupes économiquement défavorisés et en milieu rural sont considérablement inférieurs à ceux des autres enfants, à tous les niveaux de l'enseignement. Le TBS au primaire n'est que, respectivement, de 54 pour cent et de 58 pour cent pour les filles et les garçons en milieu rural du quintile inférieur de richesse des ménages, contre bien plus de 100 pour cent pour les garçons et les filles du quintile supérieur des ménages en milieu urbain. Cette disparité est encore plus accentuée aux niveaux supérieurs de l'enseignement : le TBS au lycée n'est que de 5 pour cent pour les filles les plus pauvres en milieu rural, contre 100 pour cent pour le quintile supérieur pour les garçons en milieu urbain. Même lorsqu'ils sont scolarisés, ils apprennent dans les pires conditions et obtiennent les pires résultats d'apprentissage. Par exemple, seuls environ 20 pour cent des écoles primaires publiques au Niger disposent d'infrastructures minimales, contre 80 pour cent des écoles privées dans l'échantillon de l'étude sur les Indicateurs de prestation de services de 2015.

Enfin, la pandémie de la COVID-19 a exacerbé tous ces problèmes. La fermeture des écoles était moins prolongée que dans certaines autres régions, mais les dommages subis en termes d'apprentissage et d'accès pourraient être néanmoins importants. Les élèves ont perdu entre le quart (au

Burkina Faso et au Mali) et la moitié (au Tchad, en Mauritanie et au Niger) de leur année scolaire, et seulement une petite partie des élèves pourrait avoir bénéficié d'apprentissage à distance pendant la fermeture des écoles. Les estimations montrent que sans une prévention efficace de l'abandon scolaire et un rattrapage du retard accumulé dans l'apprentissage après le retour des élèves en classe, les années de scolarité corrigées du facteur apprentissage (ASCA) dans les pays du Sahel pourraient chuter de 5 à 15 pour cent dans la région. Il ne s'agit que d'un indicateur synthétique pouvant occulter de nombreux effets de la perturbation sur l'apprentissage et le bien-être socioémotionnel des enfants et des jeunes. Au-delà de la perte de mois d'opportunités d'apprentissage pendant les fermetures d'école dues au confinement, les enfants et les jeunes (en particulier les filles et les femmes) qui ont subi ces perturbations sont confrontés à un plus grand risque d'abandon. Il serait nécessaire de faire un meilleur suivi des pertes réelles d'apprentissage et de l'abandon au Sahel pour quantifier ces impacts, alors que des études réalisées dans d'autres régions d'Afrique confirment que la pandémie a creusé les déficits d'apprentissage chez les élèves défavorisés tels que ceux vivant en milieu rural.

À cause de la situation de fragilité et de conflit qui concerne l'ensemble de la société au Sahel, il est encore plus difficile de résoudre ces problèmes, mais leur résolution en constitue un enjeu encore plus élevé. Tel qu'il est discuté précédemment, la région du Sahel se distingue par des taux élevés de pauvreté et de croissance démographique, même par rapport aux autres parties de l'Afrique subsaharienne. De plus, les conflits et le changement climatique exercent une forte pression sur la région. Cette situation mine l'accès et l'apprentissage. En même temps, l'éducation est le remède le plus efficace à ces problèmes de société, il est donc essentiel de progresser dans ce domaine.

Alors pourquoi n'y a-t-il pas plus d'enfants à l'école et pourquoi n'y apprennent-ils pas ?

Pour définir les stratégies les plus efficaces d'amélioration de l'accès à l'éducation et de l'apprentissage, il est essentiel de comprendre ce qui freine le développement de l'éducation. Dans le système éducatif, la meilleure façon d'y parvenir est de commencer par centrer l'attention sur l'expérience d'apprentissage de l'élève type, puis d'élargir cet examen vers l'extérieur en cercles concentriques afin de déterminer quels sont les moteurs de cette expérience d'apprentissage, jusqu'à parvenir au niveau du système. Cette perspective permet de bien mettre en évidence où il faut s'attaquer aux obstacles à

une bonne éducation afin que tous les enfants et les jeunes puissent apprendre. Mais tout d'abord, il est important de tenir compte du contexte régional et sociétal difficile.

Obstacles au-delà de l'éducation : pauvreté, démographie, conflits et chocs climatiques

Les nombreuses dimensions de la fragilité et des conflits hors du secteur de l'éducation aggravent les problèmes de l'éducation, d'une manière particulièrement problématique dans la région du Sahel. Elles accentuent les pressions sur les ménages et les éducateurs, réduisent les ressources disponibles pour l'éducation et minent l'efficacité des dépenses en créant davantage d'obstacles à la scolarisation et à l'apprentissage que le système éducatif doit surmonter.

- **L'extrême pauvreté limite les ressources publiques et privées à investir.** Quatre des cinq pays du Sahel figurent dans le quintile inférieur des pays du monde en termes de PIB par habitant et dans le quintile supérieur en termes de proportion de population vivant dans l'extrême pauvreté. Le capital humain des parents eux-mêmes est faible et ils luttent pour subsister, pourtant ils doivent prendre en charge environ un tiers des dépenses d'éducation, ce qui est de loin supérieur aux 10 pour cent que l'on trouve dans les pays riches.
- **La croissance rapide de la population oblige les systèmes à accélérer considérablement leur développement rien que pour maintenir le statu quo.** La région affiche les taux de fécondité les plus élevés au monde. Près d'un million d'enfants en âge d'être scolarisés s'ajoutent à la population des pays du Sahel chaque année. Même des systèmes adéquatement gérés et dotés de ressources suffisantes auraient du mal à absorber en douceur une croissance aussi rapide. Au Sahel, les systèmes ne parviennent à fournir une éducation adéquate à plus qu'une petite partie des cohortes beaucoup plus petites d'aujourd'hui. La rapidité de la croissance démographique exerce une pression encore plus forte sur la qualité, étant donné qu'elle oblige les systèmes à recruter un grand nombre d'enseignants, dont beaucoup n'ont pas les qualifications ou les compétences nécessaires.
- **Les conflits perturbent l'éducation et il y a des attaques directes contre l'éducation.** Tous les pays du Sahel, à l'exception de la Mauritanie, subissent des niveaux de conflit élevés. Les attaques continues perpétrées par des groupes extrémistes violents provoquent des traumatismes, des déplacements forcés



PHOTO PAR: ©COLLIER GARD/WORLD BANK

et l'insécurité alimentaire. Les écoles, les enseignants et les élèves sont quelques fois directement ciblés. Entre avril 2017 et décembre 2019, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont vu le nombre d'écoles fermées se multiplier par six à cause de la violence.

- **Les chocs climatiques aggravent tous ces problèmes.** La plus grande fréquence et l'aggravation des chocs climatiques menacent les moyens de subsistance, forcent les ménages à adopter des stratégies d'adaptation qui réduisent le capital humain et exacerbent les conflits.

Tout cela a accru la pression sur le système éducatif et cette pression n'a fait qu'augmenter suite à la crise de la COVID-19. Les problèmes à l'échelle de la société ont entraîné la hausse des niveaux de migration et de déplacements forcés de personnes, ainsi que l'apparition d'énormes disparités entre milieu urbain et milieu rural et une exposition constante aux chocs. La pandémie est le dernier de ces chocs majeurs. Au-delà de l'effet direct de la fermeture des écoles, la COVID-19 a conduit l'Afrique subsaharienne à sa première récession en 25 ans, ce qui accentuera les pressions budgétaires et pourrait faire basculer des millions de personnes au Sahel dans l'extrême pauvreté.

D'autres pays d'Afrique de l'Ouest et centrale font également face à ces défis, mais les problèmes sont particulièrement aigus au Sahel. Quatre des cinq pays de la sous-région (Burkina Faso, Tchad, Mali et Niger) figurent parmi les dix pays les plus pauvres et les moins urbanisés d'Afrique de l'Ouest et centrale, leur économie peu diversifiée dépendant de l'agriculture et des exportations de produits de base. Ces pays représentent également quatre des sept pays de la région qui sont classés parmi ceux à niveaux de conflit relativement élevés. De plus, les cinq pays figurent parmi les dix pays de la région dont la population augmente le plus rapidement, signifiant qu'ils ne réalisent pas encore de dividende démographique. Enfin, les températures au Sahel devraient augmenter de 1,5 fois plus vite que la moyenne mondiale, ce qui pose des problèmes encore plus importants pour une sous-région déjà semi-aride.

Ces problèmes de société ne doivent pas faire sombrer dans le fatalisme, mais soulignent bien la nécessité d'engager l'ensemble de la société en faveur de l'éducation. Malgré ces problèmes généraux, il existe de nombreuses possibilités d'améliorer l'éducation (et ainsi d'aider à régler les problèmes sociétaux) en renforçant les systèmes et en se concentrant sur les principaux facteurs immédiats de l'ac-

çons et de l'apprentissage. Dans le même temps, l'éducation pourrait mieux prospérer si la société elle-même s'épanouit - lorsque les enfants, les familles et les éducateurs pourront vivre sans la menace constante de l'extrême pauvreté, des conflits armés et des événements climatiques extrêmes.

Causes immédiates : lacunes dans l'ensemble des facteurs de l'apprentissage au niveau de l'école

Cette perspective sociétale donnant le contexte, il est important de se concentrer sur les causes immédiates du manque d'apprentissage et d'accès - les obstacles dans les écoles et les communautés qui affaiblissent directement les résultats d'éducation des enfants :

- **Apprenants :** La pauvreté, le manque de développement de la petite enfance et les normes sociales laissent de nombreux enfants non préparés à l'apprentissage ou non scolarisés, les enfermant dans un cycle intergénérationnel de faible capital humain. L'éducation commence avec l'apprenant, mais trop d'enfants au Sahel ont une mauvaise nutrition et manquent des soins de santé, de la stimulation précoce et de l'appui qui leur sont nécessaires pour tirer pleinement profit de la scolarisation. Les taux de retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans atteignent 48 pour cent au Niger et 40 pour cent au Tchad, et ils sont assez élevés dans les autres pays, avoisinant les 25 pour cent. Les enfants ne reçoivent pas non plus la stimulation cognitive et socioémotionnelle dont ils ont besoin pendant les années préscolaires ; malgré la croissance récente, les taux de scolarisation en préprimaire ne sont que de 2 à 10 pour cent dans la région. Les normes sociales constituent un autre obstacle : Le Burkina Faso, le Tchad, le Mali et le Niger figurent tous parmi les dix pays au monde ayant les taux de mariage précoces les plus élevés, et de nombreuses filles sont forcées d'abandonner l'école secondaire. Les enquêtes montrent que la grossesse et le mariage sont cités comme les principales raisons de l'abandon chez les filles. De plus les conditions à l'école, telles que la violence ou l'absence de toilettes pour les filles, peuvent amener les enfants à abandonner avant même qu'ils atteignent ce stade. Pour toutes ces raisons, une action concertée au-delà du système éducatif ainsi qu'en son sein sera nécessaire pour réduire les obstacles à la scolarisation et à l'apprentissage.
- **Enseignement :** Les carences de l'enseignement en termes de quantité et de qualité font que le temps que les élèves passent en classe est moins productif. Les

pays du Sahel sont confrontés à une pénurie d'enseignants, leurs ratios élèves-enseignant figurant parmi les plus élevés au monde, variant de 34 en Mauritanie à 57 au Tchad. Les taux élevés d'absence des enseignants aggravent le problème : dans deux pays du Sahel, environ 27 pour cent des enseignants étaient absents de leur salle de classe au moment de visites inopinées des équipes d'enquête sur les Indicateurs de prestation de services (IPS). Le manque d'enseignants est particulièrement élevé en milieu rural. Même lorsqu'il y a des enseignants, le manque de préparation réduit la qualité de l'enseignement. Le développement rapide des systèmes éducatifs a conduit à l'embauche d'enseignants contractuels, qui sont généralement moins qualifiés et ont généralement une moindre connaissance du contenu et de la pédagogie. Mais le problème de l'insuffisance des compétences des enseignants concerne également les enseignants fonctionnaires. En Mauritanie et au Niger, aucun des milliers d'enseignants testés n'a atteint le niveau minimal de compétence en français et en mathématiques, tel que l'IPS l'a montré. Ces lacunes sont causées par la difficulté à faire évoluer rapidement les facteurs structurels - dépendance envers de petits viviers d'adultes éduqués, manque de pratique dans la formation initiale et continue des enseignants, et manque de supervision, d'évaluation et de feedback pour les enseignants.

- **Ressources d'apprentissage :** L'inadéquation des ressources d'apprentissage, y compris des programmes d'enseignement, freine le développement des enseignants, mais aussi des élèves. Dans bien des cas, les élèves n'ont même pas accès aux manuels. Les visites d'échantillons représentatifs de salles de classe en Mauritanie ont révélé que seul 1 élève du primaire sur 6 disposait d'un manuel lors d'une observation de classe ; la situation au Niger était pire, le rapport étant de 1 élève sur 11. La langue d'enseignement constitue un autre obstacle : dans la majorité des pays du Sahel, la plupart des élèves entament leur scolarité avec peu ou aucune connaissance du français ou de l'arabe, pourtant leur progrès en classe dépend de leur connaissance de la langue d'enseignement. L'inadéquation des programmes d'enseignement constitue également un obstacle majeur. Les programmes d'enseignement ont généralement trop d'objectifs différents, détournant ainsi les éducateurs de la responsabilité fondamentale de veiller à ce que tous les enfants maîtrisent les compétences de base. De plus, les programmes d'enseignement datent souvent d'une autre époque, en particulier dans les matières STEM,



PHOTO PAR: © DORTE VERNER/WORLD BANK

et ainsi ne sont pas de nature à transmettre aux élèves les compétences cherchées par les employeurs.

- **École :** Les infrastructures scolaires sont inaccessibles et inadéquates. Le nombre d'écoles est insuffisant, en particulier en milieu rural et au niveau secondaire. L'insuffisance d'école primaire et de collège accessibles est le problème le plus aigu au Tchad et constitue la principale raison de non scolarisation de 35 à 45 pour cent des filles et des garçons. Dans tout le Sahel, une augmentation rapide de la population accentuera la pression sur la disponibilité des écoles. De plus, les écoles actuelles luttent déjà face aux pénuries d'infrastructures généralisées : par exemple, 80 pour cent des écoles publiques au Niger et 95 pour cent en Mauritanie ne disposent même pas des infrastructures minimales pour garantir l'accès à des toilettes propres et fonctionnelles, mais aussi à des salles de classe suffisamment éclairées pour lire. Indépendamment des infrastructures physiques, dans de nombreux cas, les écoles n'offrent pas de cadre d'apprentissage sûr et favorable. Par exemple, les enseignants du primaire déclarent eux-mêmes recourir largement aux châtiments corporels dans une proportion variant de 25 pour cent au Burkina Faso à 72 pour cent au Tchad.

Obstacles au niveau du système : faible capacité, incohérence et financement inadéquat

Toutefois, les causes immédiates des mauvais résultats doivent être situées dans un contexte général. L'accès et l'apprentissage sont insuffisants dans les écoles et les salles de classe, en grande partie parce que les systèmes éducatifs ne fonctionnent pas adéquatement, et aussi parce que des problèmes de société plus généraux amplifient les lacunes de l'éducation. Pour garantir que tous les enfants sont scolarisés et apprennent effectivement, les pays devront s'attacher à ces problèmes plus généraux.

Les systèmes éducatifs ne proposent pas les évaluations, les programmes d'enseignement et d'autres appuis dont les écoles ont besoin pour assurer que tous les enfants apprennent effectivement. Concernant l'évaluation des élèves, même si certains pays participent à des évaluations internationales, ils ne disposent pas d'évaluations nationales et des évaluations en classe nécessaires pour mettre en évidence les lacunes d'apprentissage et orienter l'appui à fournir aux élèves. Les programmes d'enseignement datent d'une autre époque tout en étant trop ambitieux, alors que les relations établies entre les différents niveaux ne sont pas adéquates. De plus, les difficultés sont aggravées par les politiques en

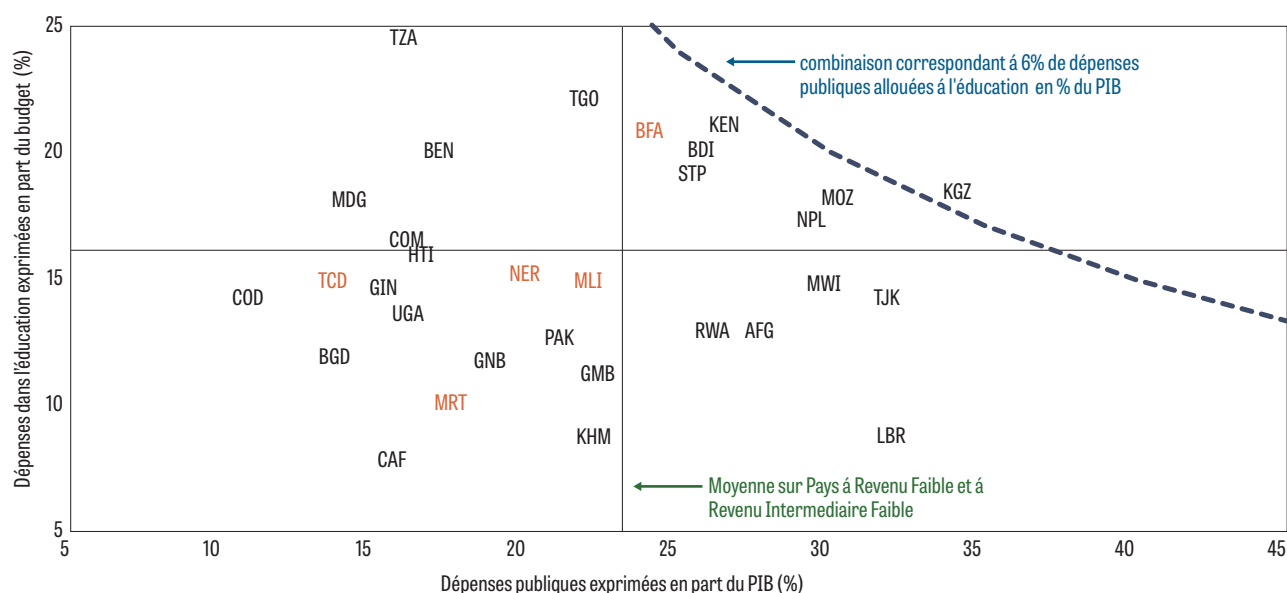
matière de langues d'enseignement qui obligent les enfants à essayer d'apprendre à lire dans une langue qu'ils ne comprennent pas. Les systèmes de gestion des ressources humaines ne parviennent pas à envoyer des enseignants - et en particulier des enseignants avec de plus grandes compétences - dans les communautés rurales où le besoin se fait le plus sentir.

Un grand nombre de ces problèmes sont aggravés par le faible niveau de financement alloué à l'éducation, y compris l'enseignement primaire, dans la plupart des pays du Sahel. Si l'on se réfère aux normes mondiales, la plupart des pays de la région dépensent peu dans l'éducation - non seulement en termes absolus, mais même par rapport à leurs faibles revenus. Malgré une certaine augmentation au cours de la dernière décennie, les dépenses publiques dans l'éducation ne représentent qu'environ 3 pour cent du PIB dans la région, ce qui est bien inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne de 4 pour cent et de l'ambitieux niveau international de 6 pour cent du PIB (Figure 1). La plupart des pays consacrent moins de 50 pour cent du total à l'enseignement primaire, ce qui pourrait constituer un problème étant donné que l'apprentissage à tous les niveaux ultérieurs de l'enseignement dépend des bases que les élèves acquièrent à l'école primaire. Le Burkina Faso est le seul pays à se rapprocher de la référence, ses dépenses dans l'éducation dépassant 4 pour cent du PIB et 60 pour cent du total étant affecté à l'enseignement primaire. Le reste de la région devrait pro-

bablement investir bien davantage. À lui seul, le financement ne résoudra pas ces problèmes, mais en particulier à cause de la rapidité de la croissance démographique, des fonds seront nécessaires pour appuyer les réformes qui pourraient résoudre la crise de la scolarisation et de l'apprentissage dans la région.

De plus, ce budget limité est dépensé de manière inefficace, générant des effets bien au-delà de son potentiel. Les nombreux problèmes décrits précédemment signifient que les dépenses dans les écoles, les supports, la technologie et les enseignants n'aboutissent pas de manière efficace à une amélioration des résultats d'éducation. Le manque de ressources ne peut expliquer en totalité le cortège de problèmes énumérés précédemment. Certes, il est difficile de garantir une éducation de première classe avec des ressources serrées. Pourtant, les différents pays réalisent des résultats très différents en termes de scolarisation et d'apprentissage pour un niveau donné de revenu et de financement de l'éducation. La comparaison des nombres d'années de scolarité corrigées du facteur apprentissage (ASCA) obtenus par chaque pays en fonction de ses dépenses publiques d'éducation par enfant (Figure 2) permet de faire ce constat. Pour tous les pays du Sahel, à l'exception peut-être du Burkina Faso, les ASCA sont inférieures aux prévisions en fonction des dépenses du pays dans l'éducation, ce constat étant illustré par le fait qu'ils se trouvent de loin plus bas que les autres pays dans la figure.

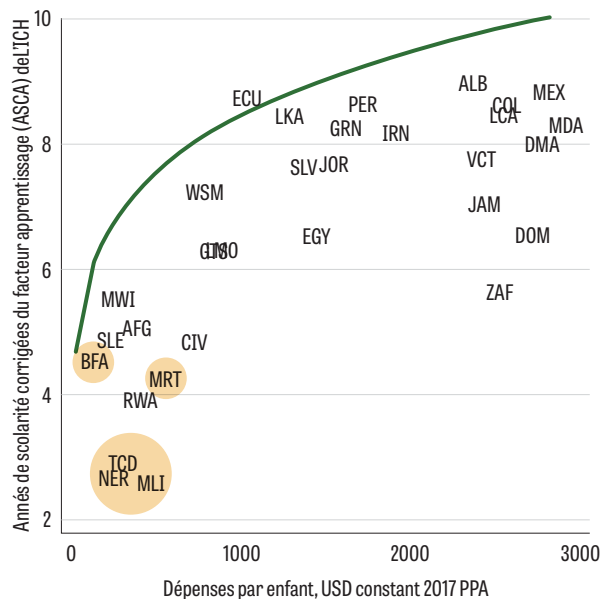
Figure 1 : La mobilisation des recettes et la part de budget affectée à l'éducation sont faibles dans quatre des cinq pays du Sahel.



Source : Calculs de la Banque mondiale fondés sur les Indicateurs du développement dans le monde, UIS et le FMI
 Note : BFA=Burkina Faso ; MLI=Mali ; MRT=Mauritanie ; NER=Niger ; TCD=Tchad.

Figure 2 : Les pays du Sahel enregistrent moins d'années de scolarité corrigées du facteur apprentissage que ne le laisseraient prévoir leurs niveaux de dépenses

(Années de scolarité corrigées du facteur apprentissage par rapport à la dépense par enfant, 2019)



Source : Calculs des auteurs ; données de la banque de données Éducation Finance Watch de la Banque mondiale

Le manque d'un réel engagement politique — se traduisant par des actions dans l'ensemble du système — à assurer que tous les enfants et jeunes apprennent est un dernier facteur aggravant. L'une des causes de la faiblesse des niveaux de dépenses et de l'inefficacité tient probablement au fait que l'attention politique dans la région porte davantage sur le renforcement de l'éducation des élites que sur la nécessité de garantir que tous les enfants sont scolarisés et apprennent effectivement, et au fait que l'économie politique contribue à la faible qualité de l'éducation dans les écoles. Le renouvellement fréquent des ministres de l'Éducation et des autres hauts fonctionnaires des ministères peut aussi être un autre facteur dans la mesure où il devient presque impossible de maintenir de l'engagement en faveur des réformes axées sur l'équité et la qualité. En outre, même lorsque des signaux venant du sommet indiquent que l'apprentissage pour tous les enfants et les jeunes est une priorité absolue, cet engagement théorique n'est souvent pas partagé et internalisé par les équipes des ministères de l'Éducation et ne se reflète donc pas dans leurs décisions quotidiennes.

Il faut améliorer cette situation - et cela est tout à fait possible.

Les problèmes exposés ici ne pourront pas être entièrement résolus facilement ou rapidement. Ils sont la résultante de nombreuses années de pauvreté, de conflits, de mauvaise gestion et d'un manque de volonté politique. Pour les inverser, il faudra adopter une approche à long terme tout aussi soutenue, avec un leadership et un engagement nationaux accompagnés d'un soutien international.

Malgré ces défis, il y a de nombreuses raisons d'espérer.

Tout d'abord, la région a connu des évolutions positives qui ont permis de jeter les bases d'une action rapide et de progrès durables. Les réussites obtenues en matière de scolarisation sont encourageantes et d'autres exemples prouvent que les pays du Sahel s'efforcent de contourner les limites posées par des systèmes éducatifs nationaux inadaptés :

- Les communautés jouent un rôle clé dans la construction et la réhabilitation des écoles. Les communautés des pays du Sahel ont depuis longtemps construit et ouvert des écoles dans les régions où les services publics font défaut : 39 pour cent des écoles primaires au Tchad sont des écoles communautaires (soit 27 pour cent des élèves et des enseignants du système). La gestion communautaire de la construction des écoles est l'approche la plus rentable et la plus efficace pour élargir ou moderniser les infrastructures scolaires, avec une réussite tangible en Mauritanie (du ministère de l'Éducation aux associations de parents d'élèves), au Mali (projets de développement pilotés par les communautés grâce à un fonds social) et dans toute l'Afrique subsaharienne. La participation communautaire peut également renforcer la qualité des services et améliorer l'apprentissage : les comités de gestion scolaire au Niger ont été soutenus pour organiser des évaluations simples de l'apprentissage et des activités extrascolaires de rattrapage, ce qui a considérablement amélioré les compétences des élèves en mathématiques.
- Les partenariats public-privé peuvent développer la capacité d'action de l'État. Les prestataires privés, religieux et laïcs, augmentent rapidement en nombre dans certains contextes : au Mali, où le TBS du secondaire a été multiplié par 2,5 depuis 2000, 80 pour cent des écoles secondaires générales sont des écoles privées et elles se développent également rapidement en Mauritanie, atteignant 50 pour cent des effectifs dans la capitale. Cependant, un financement bien ciblé et une gestion de la performance sont nécessaires pour garantir que cette croissance contribue à une réelle opportunité et équité. Les écoles coraniques ont une longue tradition au Sahel, et les écoles avec reconnaissance officielle ont connu un certain développement



PHOTO PAR: © OLLIVIER GIRARD/WORLD BANK

ces dernières années. De nombreux enfants et jeunes non scolarisés fréquentent également des écoles coraniques informelles (23 pour cent au Mali, 26 pour cent au Niger et 41 pour cent au Tchad) ; dans ces cas, les expériences du Sénégal et du Niger suggèrent des voies pour l'intégration de matières académiques et la reconnaissance officielle des écoles.

- La coopération régionale peut apporter un appui aux pays face à des problèmes communs. L'Alliance du Sahel constitue un exemple : elle coordonne les efforts des partenaires au développement autour de six axes prioritaires, dont l'éducation et la formation. La Banque mondiale met également en œuvre des projets régionaux au Sahel qui s'attaquent à des défis communs en matière de capital humain, notamment le projet SWEDD (*Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend*) et le programme SASPP (*Sahel Adaptive Social Protection Program*). Au niveau tertiaire, les Centres d'excellence pour l'enseignement supérieur en Afrique (ACE) de la Banque mondiale ont été mis en œuvre avec succès, avec une expérience fortement positive au Burkina Faso qui a bénéficié également aux participants aux formations et aux étudiants du Mali et du Niger.

En outre, le contexte actuel offre une réelle opportunité de faire évoluer la situation. Bien que la pandémie ait ex-

acerbé les défis de l'éducation, **les pays du Sahel peuvent aussi en profiter pour accélérer les progrès. Avec les fermetures d'écoles, les menaces immédiates sur l'accès à l'éducation et l'apprentissage** sont devenues évidentes pour tout le monde, et pas seulement aux experts en éducation. Cette prise de conscience pourrait renforcer la volonté politique de la société de tout entreprendre pour investir dans cette génération d'enfants. Et parce qu'en fait certaines des meilleures interventions pour la reprise de l'apprentissage sont également celles qui renforcent **l'éducation à plus long terme, les pays du Sahel pourraient profiter de la dynamique des meilleures politiques d'aujourd'hui** pour renforcer les systèmes de demain.

Plus importants encore, certaines politiques et certains programmes pourraient être transformateurs en matière de scolarisation et d'apprentissage à court et moyen terme. Si elles sont exécutées rapidement, ces interventions pourraient créer une différence substantielle dans les trois à cinq prochaines années et pourraient jeter les bases d'un épanouissement à plus long terme du système éducatif. Elles ne constituent pas des remèdes miracles ; elles nécessiteront un véritable engagement politique et une bonne conception technique, ainsi qu'un financement accru dans certains cas. Cependant, elles peuvent produire des améliorations notables des résultats.

Strategic approach to education in the Sahel

APPROCHE STRATÉGIQUE À L'ÉDUCATION AU SAHEL

Aujourd'hui 2025 2030

Actions transformatrices pour des progrès rapides et pour établir un élan

Appuyer un **redressement résilient** en progressant par rapport aux objectifs critiques en matière d'éducation d'ici 2025

Politiques et investissements à moyen terme pour la pérennité

Investir dans le renforcement des systèmes par la poursuite des progrès jusqu'en 2030 et au-delà

Bases d'intervention :

- Porter à **plus grande échelle** ce qui marche, se concentrer sur les plus grandes **priorités** pour une **croissance équitable**
- Eclairé par les **données factuelles mondiales**, les **expériences régionales** et les **technologies** les plus prometteuses, anciennes ou nouvelles

Ces actions transformatrices doivent être associées à des politiques de renforcement du système éducatif à long terme. Ces politiques prendront un certain temps avant de porter leurs fruits, aussi est-il important de les mettre en place dès maintenant. Toutefois, combinées aux changements de comportement, elles peuvent engendrer des améliorations durables des résultats de l'éducation, tant au cours des prochaines années que dans les décennies à venir.

Objectifs sur lesquels concentrer ces efforts

Pour que ses efforts soient concentrés sur les défis les plus urgents, la stratégie de la Banque mondiale au Sahel sera guidée par trois objectifs. Les besoins sont multiples dans les systèmes éducatifs de ces cinq pays, et la Banque continuera à apporter son soutien dans les domaines qu'ils souhaitent. Mais pour plus d'impact, il faudra se concentrer davantage sur le besoin le plus fondamental : s'assurer que les enfants, les jeunes et les jeunes adultes - en particulier les femmes et les filles - développent les compétences de base dont ils ont besoin tant pour leur vie personnelle et professionnelle. La définition de ces objectifs permettra d'affiner cette orientation sur le plan opérationnel. En conséquence, les trois objectifs proposés pour la région du Sahel sont les suivants :

- **Réduire la pauvreté des apprentissages**, en tant que condition nécessaire pour une croissance et un développement durables.
 - *Objectif 2025* : Réduire le taux de pauvreté des apprentissages de 9 points de pourcentage, de 88 pour cent à 79 pour cent
- **Objectif 2030** : Réduire le taux de pauvreté des apprentissages à 67 pour cent
- **Impact à l'horizon 2030** : 13,8 millions d'enfants scolarisés et sachant lire, soit 10,2 millions d'enfants supplémentaires.
- **Augmenter le taux de scolarisation des filles** afin de briser le cycle intergénérationnel de la faiblesse du capital humain
 - *Objectif 2025* : Augmenter le taux brut de scolarisation (TBS) des filles dans le secondaire de 12 points de pourcentage, de 31 pour cent à 43 pour cent
 - *Objectif 2030* : Augmenter le TBS secondaire des filles à 52 pour cent
 - *Impact à l'horizon 2030* : 3,3 millions de filles dans l'enseignement secondaire, soit 2,0 millions de filles supplémentaires.
- **Augmenter le taux d'alphabétisation des adultes**, en privilégiant les jeunes femmes, pour améliorer la productivité de la main-d'œuvre et favoriser l'autonomisation en complétant la formation professionnelle axée sur l'emploi
 - *Objectif 2025* : Augmenter le taux d'alphabétisation des adultes de 9 points de pourcentage, de 51 pour cent à 60 pour cent
 - *Objectif 2030* : Porter le taux d'alphabétisation des jeunes adultes à 68 pour cent
 - *Impact à l'horizon 2030* : Atteindre un total de 26,5 millions de jeunes adultes alphabétisés, dont 11,8 millions de femmes ; cela représentera 13,4 millions de jeunes adultes supplémentaires, dont 6,5 millions de femmes.

Ces objectifs appellent à davantage d'ambition tout en restant fondés sur l'expérience de la région. Ils sont basés sur les tendances récentes observées dans la sous-région, avec un ajustement pour tenir compte de la détérioration attendue des résultats en 2020-21 en raison de la pandémie de COVID-19. Le taux de croissance sous-jacent à chaque objectif correspond à la performance moyenne des pays les plus performants de la région du Sahel pour l'objectif concerné au cours des cinq années précédentes. En substance, l'objectif consiste à savoir ce qui peut être atteint si la région dans son ensemble peut progresser aussi rapidement que les pays les plus performants de la région.¹

À court terme : Renforcer l'engagement et mettre en œuvre des actions transformatrices qui peuvent faire évoluer la situation dans les trois à cinq prochaines années.

La première étape pour atteindre ces objectifs ambitieux est de susciter un engagement politique. L'engagement doit venir du sommet, les hauts responsables politiques devant affirmer clairement qu'une véritable éducation pour tous - c'est-à-dire une scolarité assortie d'un apprentissage effectif - est une priorité absolue. Ensuite, le défi consiste à convertir l'engagement théorique en un engagement qui se concrétise par des décisions et des actions dans l'ensemble du système. Pour qu'il soit réalisable, l'expérience prouve que l'engagement doit être effectif et non vague, par exemple en concentrant l'effort sur l'objectif que tous les enfants fréquentent des écoles sûres et sachent lire en quatrième année. L'engagement sociétal exige que les parties prenantes soient en mesure de s'approprier l'objectif. Ces signaux se révéleront plus puissants s'ils émanent non seulement du ministre de l'Éducation, mais également du Président ou du Premier ministre, avec le soutien sans équivoque du ministère des Finances.

Dans le même temps, cet engagement émanant du sommet doit s'accompagner d'un soutien au niveau des communautés. Pour catalyser ce soutien, il faut transmettre aux communautés des messages sur la façon dont le gouvernement améliore l'éducation et se porte garant de l'apprentissage pour tous les enfants. L'implication des communautés dans la gestion des écoles peut également être bénéfique

dans la mesure où elle suscite davantage d'intérêt des parents et des autres membres de la communauté pour l'aboutissement des réformes. Il s'agit d'un objectif à plus long terme (voir ci-dessous), mais il peut être amorcé pendant la campagne de sensibilisation pour bien marquer l'engagement. De telles mesures se renforcent mutuellement avec les actions transformatrices décrites dans la section suivante : pour susciter l'engagement des communautés, les gouvernements doivent également démontrer qu'ils peuvent obtenir rapidement des résultats dans les domaines prioritaires.

Grâce à cette combinaison d'engagement politique descendant et ascendant, il est possible de commencer à instaurer la redevabilité pour les résultats. Cette dernière est le facteur qui permettrait le mieux de modifier les calculs d'économie politique des acteurs clés et d'orienter le système vers une meilleure éducation et un meilleur apprentissage. Elle peut soutenir l'objectif à plus long terme d'améliorer le professionnalisme des enseignants et des directeurs d'école, avec en prime une redevabilité accrue des dirigeants politiques et de la société en général, ce qui est essentiel.

Ensuite, à court terme - en particulier au cours de l'année prochaine - il est essentiel d'exploiter cet engagement politique pour inverser les impacts des fermetures d'écoles dues à la COVID-19. Les déficits d'apprentissage et l'augmentation des abandons risquent d'inverser des années de progrès. Si les pays du Sahel ne s'attachent pas à réduire ces coûts dans l'année ou les deux années à venir, quand ils s'attaqueront aux problèmes qui existaient déjà avant le COVID-19, ils se retrouveront à devoir s'extirper gouffre beaucoup plus profond. Les politiques clés pour y parvenir sont les suivantes :

- Identifier les élèves qui ne sont pas retournés à l'école et élaborer des mesures de sensibilisation ciblant les groupes les plus exposés.
- Accorder aux enseignants les moyens d'effectuer des évaluations de base des niveaux d'apprentissage des élèves afin de les éclairer sur les pertes d'apprentissage.
- Doter les enseignants des outils pédagogiques et des supports d'apprentissage nécessaires à la récupération des compétences fondamentales.

Ces mesures doivent être prises rapidement afin d'éviter des conséquences néfastes à long terme. L'expérience de fermetures d'écoles antérieures, notamment au Pakistan, indique que les lacunes d'apprentissage peuvent continuer à s'aggraver après la réouverture des écoles si elles ne sont pas comblées rapidement.

¹ Pour générer un impact, ces objectifs régionaux devront être traduits en objectifs spécifiques à chaque pays. Le rapport complet propose des objectifs indicatifs pour chaque pays, mais le plus important est que chaque pays décide de ce qu'il entend réaliser dans ces domaines cruciaux.



PHOTO PAR: © WORLD BANK

Cette approche peut faire du slogan « rebâtir en mieux » une réalité. Depuis la pandémie, on a beaucoup évoqué le concept « rebâtir en mieux ». Il ne s'agit pas d'un simple slogan : nombre des politiques conçues pour remédier aux pertes d'apprentissage sont aussi celles qui peuvent améliorer les résultats des élèves à plus long terme, si elles sont poursuivies. Le redressement et le renforcement du système ne sont pas deux activités distinctes à mettre en œuvre l'une après l'autre ; elles sont intimement liées, et la première, si elle est bien conçue, peut contribuer à la réussite de la seconde.


S'appuyant sur ces mesures immédiates, un ensemble d'actions transformatrices pourraient permettre de réaliser des progrès substantiels à court terme, c'est-à-dire dans les trois à cinq prochaines années. Une fois que les dirigeants ont manifesté leur engagement à court terme, à la fois sur le plan rhétorique et par une réponse post-COVID-19 immédiate, ce signal peut favoriser un climat propice aux politiques à moyen terme visant à générer des résultats dans les trois à cinq prochaines années. Ces actions transformatrices comprennent des interventions axées sur chacun des trois objectifs, ainsi qu'une action transformatrice globale, essentielle pour soutenir tous les autres objectifs.

Actions transformatrices pour réduire la pauvreté des apprentissages

Réduire la pauvreté des apprentissages dans les trois à cinq prochaines années nécessitera une action immédiate et concertée sur trois fronts principaux : amélioration du développement de la petite enfance, meilleur accès à une école primaire décente et amélioration de l'efficacité de l'enseignement préscolaire. Pour progresser rapidement dans chacun de ces domaines, il sera primordial d'évaluer les progrès réalisés par rapport à des objectifs mesurables dans des domaines tels que le développement cognitif et physique des enfants et les pratiques pédagogiques dans les classes. Les figures ci-dessous résument de manière concise les justifications et les composantes de chacune de ces actions transformatrices :

- 1. Améliorer le développement de la petite enfance (DPE) en soutenant les familles par des programmes de filets de sécurité et des interventions à l'endroit des parents :** L'amélioration du soutien au DPE pour les ménages peut se traduire rapidement par un meilleur démarrage à l'école primaire pour les enfants, ce qui

Améliorer le développement de la petite enfance

Que faire	Pourquoi	De quelle manière	Objectifs
<p>Poursuivre le déploiement de la formation des parents dans le cadre des programmes de protection sociale</p> <p>Renforcer le changement de comportement des parents en recourant à la radio et à d'autres supports</p> <p>Coordonner les activités avec les ministères chargés de l'eau et de la santé pour la prestation de services</p>	<p>Existence d'un corps grandissant de données factuelles sur l'impact sur le bien-être des ménages et sur les connaissances et les comportements des mères.</p> <p>Des interventions potentiellement peu coûteuses pour équiper un plus grand nombre de ménages à offrir de meilleurs soins et une plus grande stimulation</p> <p>Contraintes liées à l'offre pour améliorer le développement de l'enfant, par exemple l'accès aux services d'eau et d'assainissement et de santé.</p>	<p>Coordonner les activités avec le programme de protection sociale adaptatif du Sahel.</p> <p>Sensibilisation par la radio : en langue locale, programmes d'éducation parentale attrayants.</p> <p>Le programme Read@ Home fournit directement aux ménages des livres d'histoires adaptés à leur situation.</p>	 <p>Développement physique et cognitif sensiblement meilleur des jeunes enfants ...</p> <p>...qui sont prêts à entrer à temps à l'école primaire (à l'âge de 6 ans) et à apprendre</p>

pourrait se concrétiser rapidement par une meilleure acquisition des compétences cognitives et socioémotionnelles fondamentales. Les interventions visant à soutenir la stimulation précoce par l'éducation parentale et la fourniture de supports d'apprentissage appropriés constituent un élément clé de cette approche. En outre, pour améliorer la santé et l'état nutritionnel des jeunes enfants, les gouvernements peuvent soutenir les parents par le biais de programmes tels que le Programme de protection sociale adaptative du Sahel. Le développement global de l'enfant nécessitera des efforts coordonnés avec d'autres secteurs, tels que les ministères de l'Eau et de la Santé, mais il est indispensable pour améliorer les résultats, en particulier pour les enfants les plus vulnérables.

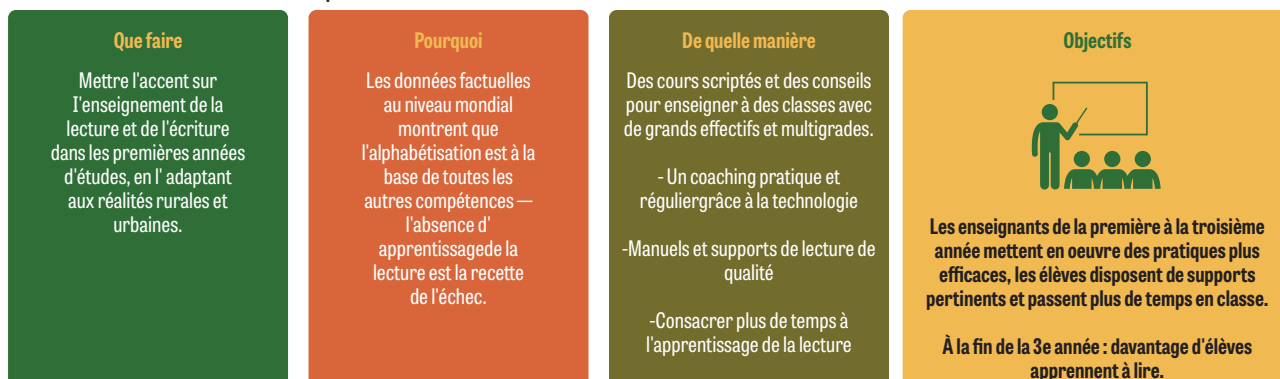
2. Accroître efficacement l'accès à une école primaire décente en finançant les communautés et en inté-

grant les écoles informelles au système. Les enfants ne peuvent pas apprendre s'ils ne sont pas scolarisés. La priorité absolue doit donc être de scolariser tous les enfants tout en améliorant la qualité pour inciter les familles à les maintenir à l'école. Un mécanisme prometteur pour accroître rapidement l'accès à l'école consiste à s'appuyer davantage sur les écoles gérées par la communauté ; la gestion communautaire peut accroître la redevabilité pour les résultats du système tout en élargissant l'accès. Un deuxième mécanisme consiste à intégrer les écoles coraniques informelles dans le système de manière à en garantir la qualité. Les gouvernements peuvent y parvenir en commençant par reconnaître les écoles coraniques et en les soumettant à un cadre réglementaire formel. Une fois cette étape accomplie, ils peuvent envisager de soutenir ces écoles par le biais de contrats basés sur

Accroître efficacement l'accès à une école primaire

Que faire	Pourquoi	De quelle manière	Objectifs
<p>Accroître l'accès aux écoles publiques par le biais des communautés</p> <p>Intégrer les écoles coraniques informelles dans le système au moyen de contrats basés sur la performance.</p>	<p>Des données factuelles provenant de toute l'Afrique subsaharienne, de l'Afrique centrale et dans d'autres PFR montrent que la construction gérée par la communauté et les écoles gérées par la communauté sont des moyens rentables d'élargir l'accès en milieu rural.</p> <p>L'expérience mondiale (Bangladesh, Indonésie) montre qu'il est possible de réussir l'intégration des écoles religieuses et les nouveaux programmes (Sénégal, Niger) offrent un cadre pertinent.</p>	<p>Commencer/ développer le financement par des fonds sociaux, des associations de parents d'élèves et d'autres mécanismes permettant aux communautés locales de gérer la construction et le fonctionnement des écoles.</p> <p>Des enquêtes sont réalisées pour comprendre l'étendue de l'offre potentielle, établir les exigences et piloter rigoureusement les programmes.</p>	 <p>Augmentation des taux de scolarisation au niveau primaire en milieu rural</p> <p>Davantage d'écoles répondant aux normes minimales (infrastructures, ratio élèves/enseignant)</p>

Accroître efficacement l'accès à une école primaire décente



la performance, en programmant ces changements de politiques de façon à assurer une base solide de confiance mutuelle.

- 3. Améliorer l'efficacité de l'enseignement dans les premières années de scolarité en fournissant un soutien structuré aux enseignants, accompagné de meilleurs supports d'apprentissage, programmes scolaires et technologies :** Il est essentiel d'améliorer l'enseignement et l'apprentissage fondamentaux dans les premières années de scolarité, à la fois pour relever les résultats globaux et pour offrir aux enfants les plus défavorisés une chance dans la vie. Il existe des approches éprouvées pour développer rapidement les compétences fondamentales, même dans les systèmes à faible capacité, telles que la conception de cours scriptés et de conseils pratiques aux enseignants et la rationalisation du programme scolaire pour consacrer plus de temps à l'alphabétisation fondamentale. Les interventions technologiques - par exemple, le coaching des enseignants via des téléphones portables - peuvent soutenir ces interventions fondées sur des données factuelles. Enfin, étant donné que ces programmes ne seront efficaces qu'avec la présence des enseignants dans les salles de classe, les décideurs politiques devront prendre des mesures urgentes pour soutenir le professionnalisme des enseignants en activité en fournissant un meilleur appui et en exigeant une plus grande redevabilité, tout en se lançant dans la tâche à plus long terme consistant à faire de l'enseignement une profession plus fondée sur le mérite, plus qualifiée et plus valorisée.

Dans chacun de ces domaines, et dans les suivants, les changements de stratégie doivent s'adapter au contexte fragile et conflictuel de la région. Par exemple, le recours aux communautés et aux écoles informelles pour la gestion

et l'approvisionnement des écoles est une réponse à la fragilité, visant à compenser la faiblesse des capacités de l'État qui empêche le gouvernement d'atteindre tous les enfants. En même temps, dans les zones caractérisées par une plus grande insécurité, la cohésion et la capacité des communautés peuvent être particulièrement faibles, ce qui limite l'efficacité de cette approche et nécessite un soutien plus direct de l'État ou d'autres acteurs.

Actions transformatrices pour promouvoir l'éducation secondaire des filles

Par ailleurs, il est également urgent d'augmenter le taux de scolarisation des filles au niveau secondaire, ce qui est essentiel pour rompre le cycle intergénérationnel du faible capital humain et, par conséquent, accroître l'équité. La réduction de la pauvreté des apprentissages aura des effets d'entraînement dans l'enseignement secondaire et au-delà, dans la mesure où les filles (et les garçons) progresseront à travers les différents niveaux d'enseignement avec de meilleures compétences et une plus grande confiance en leurs capacités. Cependant, de nombreuses mesures peuvent également être prises à court terme pour réduire les autres obstacles à la scolarisation des filles au niveau secondaire.

Du côté de la demande, les actions transformatrices pour réaliser cet objectif sont les suivantes :

- Octroi de bourses d'études pour couvrir les frais de scolarité directs et indirects et pour encourager la scolarisation.
- Formation à l'autonomisation dans des espaces sécurisés pour encourager les filles à acquérir les compétences de vie essentielles.

- Campagnes de changement de comportement à l'intention des parents, des enseignants et des dirigeants communautaires.
- Réformes visant à repousser l'âge du mariage et à permettre aux filles mariées d'accéder à l'éducation.

Du côté de l'offre, les interventions comprennent :

- Partenariats public-privé (PPP) assortis de financement basé sur la performance pour élargir l'offre d'écoles secondaires qui répondent aux besoins des filles (par exemple, écoles équipées d'installations sanitaires appropriées).
- Les innovations visant à améliorer la qualité de l'enseignement et, partant, à maintenir les filles à l'école, telles que les améliorations pédagogiques et l'amélioration de la qualité de l'enseignement et l'utilisation de logiciels d'apprentissage adaptatifs pour répondre efficacement aux besoins des élèves dans leur environnement et leur permettre d'acquérir rapidement des connaissances.

Comment concrétiser rapidement ces interventions ? En combinant des approches déjà éprouvées avec de nouvelles initiatives :

- Poursuivre l'élargissement des activités les plus efficaces dans le cadre de SWEDD.
- Développer des partenariats public-privé (PPP) pour encourager la création de nouvelles écoles secondaires dans les zones qui en ont le plus besoin, et combiner cette intervention à des programmes de bourses d'études et de financement régulier aux familles.
- Équiper les classes du premier cycle de l'enseignement secondaire de logiciels testés permettant une

remise à niveau rapide et l'accélération de l'apprentissage.

Ces deux premières séries d'actions transformatrices sont particulièrement déterminantes pour la reprise après les fermetures d'écoles résultant de la COVID-19. On estime que plus de 500 000 enfants et jeunes à travers le Sahel ont décroché suite aux fermetures d'écoles résultant de la COVID-19, et l'incertitude persiste quant à l'évolution de la pandémie ainsi qu'à ses impacts économiques. Ces impacts négatifs pourront être atténués et le secteur pourra rebondir rapidement si l'on se concentre sur un meilleur accès au primaire, l'amélioration de la qualité de l'enseignement et le soutien aux filles.

On estime que plus de 500 000 enfants et jeunes à travers le Sahel ont décroché suite aux fermetures d'écoles résultant de la COVID-19, et l'incertitude persiste quant à l'évolution de la pandémie ainsi qu'à ses impacts économiques. Ces impacts négatifs pourront être atténués et le secteur pourra rebondir rapidement si l'on se concentre sur un meilleur accès au primaire, l'amélioration de la qualité de l'enseignement et le soutien aux filles.

Actions transformatrices pour améliorer l'alphabétisation des jeunes adultes

Une troisième série d'actions transformatrices vise à améliorer l'alphabétisation des adultes là où cela aurait le plus d'avantages. Cela signifie qu'il faut commencer par les jeunes adultes et particulièrement les jeunes femmes - ceux qui peuvent en bénéficier le plus au cours de leur vie professionnelle et qui auront le plus besoin d'aider leurs enfants à apprendre à lire. Le succès des programmes pour la littératie des adultes reposera sur les enseignements qui seront tirés du corpus de données factuelles dans ce domaine, certes petit, mais prometteur, notamment des programmes innovants qui tirent parti de la technologie pour renforcer l'alphabétisation. L'un des outils pour y parvenir est la coordination avec les programmes de filets de sécurité, en répondant aux besoins des apprenants adultes par la coordination avec des plateformes et des programmes de formation dans d'autres domaines tels que l'entrepreneuriat.

Cela signifie qu'il faut commencer par les jeunes adultes et particulièrement les jeunes femmes - ceux qui peuvent en bénéficier le plus au cours de leur vie professionnelle et qui auront le plus besoin d'aider leurs enfants à apprendre à lire. Le succès des programmes pour la littératie des adultes reposera sur les enseignements qui seront tirés du corpus de données factuelles dans ce domaine, certes petit, mais prometteur, notamment des programmes innovants qui tirent parti de la technologie pour renforcer l'alphabétisation. L'un des outils pour y parvenir est la coordination avec les programmes de filets de sécurité, en répondant aux besoins des apprenants adultes par la coordination avec des plateformes et des programmes de formation dans d'autres domaines tels que l'entrepreneuriat.

Que faire et de quelle manière : Des programmes d'alphabétisation des adultes à grande échelle qui...

Ciblent les jeunes adultes et les femmes	<p>Pourquoi</p> <p>Moins de 50% des femmes adultes sont alphabétisées (13% au Tchad) — ce qui limite leurs résultats dans la vie et constitue une contrainte à la croissance</p> <p>Corpus de données factuelles, petit mais prometteur, montrant comment on peut enseigner aux adultes à lire en toute efficacité, notamment du Niger et du Burkina Faso</p>	<p>Buts</p> <p>Augmenter les taux d'alphabétisation fonctionnelle chez les jeunes (15-34 ans) et les femmes adultes</p>
Sont bien adaptés : font passer les adultes de l'analphabétisme à la littératie émergente pour aboutir à la littératie fonctionnelle		
Mettent à profit la téléphonie mobile comme motivation pour apprendre et pour venir en complément des instructeurs		
Travaille en étroite coordination avec les filets de sécurité en tant que plateformes productives inclusives et avec d'autres secteurs offrant des programmes de formation (ex : agriculture, entrepreneuriat)		

Suivi et évaluation : Une action transformatrice en appui à toutes les autres

En outre, il existe une méta-action transformatrice qui conditionnera la réussite de toutes les autres : un meilleur suivi et une meilleure évaluation. Ces mesures sont nécessaires tant pour mettre en œuvre les actions transformatrices que pour déterminer quelles sont les solutions les plus efficaces. Par exemple, l'appui structuré aux enseignants repose sur un feedback fréquent sur l'apprentissage des élèves à partir d'évaluations bien conçues. Et si nous connaissons quelles sont les bases de l'alphabétisation précoce, une bonne évaluation peut contribuer à adapter ces approches pour les rendre aussi efficaces que possible dans le contexte sahélien. De même, pour maintenir les filles dans les écoles secondaires, il faut mettre en place des systèmes de suivi systématique de l'assiduité et de l'apprentissage, étant donné que les absences fréquentes et les mauvaises notes constituent les premiers signaux d'alarme de l'abandon scolaire. En fait, si l'on examine toutes les actions transformatrices mentionnées ci-dessus, il apparaît que chacune d'entre elles dépend de données fiables et de la capacité à les interpréter. L'essentiel est d'intégrer des boucles de feedback dans les actions transformatrices de manière à permettre l'adaptation et des améliorations.

Ici encore, le lancement des actions dès l'année prochaine ferait la différence. Au moment où les gouvernements s'efforcent de rebondir après la COVID-19 dans un avenir immédiat, les modèles qu'ils établissent peuvent soit soutenir soit entraver les réponses à moyen et long terme. S'ils assurent le suivi de la participation et de l'apprentissage de chaque enfant afin d'orienter efficacement la reprise de l'apprentissage, cela permettra de commencer à intégrer davantage le suivi et l'évaluation dans les autres actions transformatrices visant à faire évoluer la situation et à renforcer le système à long terme.

Fournir des compétences de base aux jeunes laissés pour compte

En plus de la mise en œuvre des interventions transformatrices, il est essentiel de soutenir les jeunes qui quittent le système éducatif et de les doter de compétences de base. En raison des faiblesses passées des systèmes éducatifs, une très grande partie des jeunes ont quitté l'école, ou sont sur le point de le faire, sans même disposer des compétences les plus élémentaires, notamment en lecture, écriture et calcul. Il est possible de s'attaquer à ce problème tant par des politiques de rétention que des politiques de rattrapage. La rétention cible les jeunes à l'école et vise à réduire le risque d'abandon ; ces programmes devraient commencer avant le cycle secondaire parce que c'est à ce niveau que les élèves abandonnent généralement. Le rattrapage cible les jeunes déscolarisés, avec des programmes d'éducation de la deuxième chance pour réintégrer les enfants d'âge scolaire dans le système éducatif et doter les jeunes des compétences de base en lecture, écriture et calcul qui sont nécessaires pour l'emploi. Les programmes qui offrent une certaine souplesse à l'admission et à la sortie et qui entretiennent des liens étroits avec le système éducatif formel ont fait leurs preuves. Dans la région du Sahel, un certain nombre de programmes tentent de le faire, notamment la Stratégie de scolarisation accélérée avec la passerelle (SSA/P), qui a été mise en œuvre au Burkina Faso, au Niger et au Mali.

Les jeunes peu susceptibles de retourner dans l'enseignement formel ont besoin d'une formation pratique pour s'intégrer au marché du travail, mais aussi de compétences de base. Les interventions qui accordent des incitations financières ciblées pour augmenter la participation à la formation se sont avérées utiles. L'information sur les possibilités d'emploi et de formation peut être un moyen rentable de stimuler la participation à la formation. Toutefois, même ces formations axées sur l'emploi risquent d'être moins effi-

Que faire	Pourquoi	Comment
Surveiller le risque abandon	Pour prévenir l'augmentation des abandons scolaires suite à la pandémie	De nouveaux systèmes d'alerte précoce utilisant des prédicteurs simples (telles qu'assiduité et les notes) pour repérer les élèves les plus exposés au risque de décrochage afin qu'ils bénéficient d'un appui ciblé
Évaluer régulièrement l'apprentissage	Cerner les lacunes en matière d'apprentissage pendant la pandémie et empêcher que ces lacunes ne s'aggravent	Des outils d'évaluation simples que les enseignants peuvent utiliser dans le cadre d'évaluations formatives en classe, ainsi que des exemples d'évaluations à l'échelle du système pour orienter les politiques.
Évaluer l'impact des principales initiatives transformatrices	Pour pouvoir ajuster le cap lorsque les initiatives n'aboutissent pas (particulièrement nécessaire dans les programmes d'alphabétisation des adultes, où il y a moins de connaissances).	



PHOTO PAR: ©WORLD BANK

caces si l'on ne s'attache pas à renforcer les compétences de base. Il faut donc les combiner à des mesures de rattrapage. L'accent devrait être mis en premier lieu sur les jeunes et les jeunes adultes jusqu'à la mi-trentaine, qui auront plus d'années pour bénéficier des compétences fondamentales et professionnelles qu'ils acquièrent et qui peuvent également trouver plus facile d'apprendre.

Apporter une action transformatrice au-delà de l'éducation de base : le secteur technique/professionnel et le niveau supérieur

Au-delà de l'éducation de base, l'enseignement technique/professionnel et l'enseignement supérieur exigent également une attention particulière. Si la génération actuelle de jeunes a bénéficié du développement de la scolarisation ces dernières années, la plupart d'entre eux ont achevé le cycle de l'enseignement primaire sans les compétences de base nécessaires pour poursuivre leur éducation et leur formation ou pour trouver un emploi gratifiant. En les formant

mieux, on peut à la fois stimuler leur productivité et prévenir l'instabilité sociale qui peut résulter de cohortes importantes de jeunes au chômage ou sous-employés.

La nouvelle Stratégie pour l'éducation en Afrique de l'Ouest et centrale de la Banque mondiale fournira des orientations sur le renforcement de l'éducation à ces niveaux. Pour l'enseignement technique/professionnel, des investissements stratégiques étroitement liés aux demandes sectorielles seront nécessaires de la part des principaux partenaires au développement, en s'appuyant par exemple sur les engagements de l'UE dans le cadre de l'Alliance Sahel. Au niveau de l'enseignement supérieur, compte tenu de la capacité actuelle des systèmes du Sahel et la taille de leurs économies, une coopération régionale efficace sera nécessaire pour renforcer la qualité et l'accès. La nouvelle stratégie examinera comment on peut atteindre ces objectifs.

Cela dit, pour progresser, il faut se concentrer et le présent Livre blanc se concentre sur l'éducation de base en raison des besoins spécifiques de la région du Sahel. Comme nous l'avons mentionné plus haut, l'ensemble unique de fac-

teurs de stress et l'histoire de la région ont fait que la région se retrouve avec des niveaux d'années de scolarisation ajustées du facteur apprentissage parmi les plus bas du monde. L'histoire montre que pour stimuler le développement et la croissance partagée, les pays du Sahel devront inverser cette situation et offrir une éducation de qualité raisonnable à tous leurs enfants. Une part trop faible du peu de ressources de l'éducation étant actuellement allouée à l'enseignement de base, les secteurs de l'EFTP et de l'enseignement supérieur devront probablement devenir beaucoup plus performants plutôt que d'espérer une quelconque injection de nouveaux financements.

À moyen et long terme : Renforcer le système pour amplifier l'impact des actions transformatrices.

La mise en œuvre des actions transformatrices constituerait un grand pas en avant. Toutefois, pour préserver les acquis et bâtir des systèmes éducatifs de qualité, il en faudra bien davantage. Le travail sérieux de renforcement du système doit être entamé dès maintenant, étant donné que la mise en place des piliers d'un système éducatif exige du temps. Il est nécessaire d'agir sur chacun des quatre facteurs directs d'un système éducatif solide :

- Placer les apprenants sur des trajectoires de développement élevé et les maintenir à l'école : Il est possible de fournir une nutrition et des soins adaptés aux jeunes enfants, ainsi qu'une éducation préscolaire de qualité, même dans des environnements à faible capacité. La nutrition et les soins exigeront un leadership politique de haut niveau et une action concertée avec des ministères autres que celui de l'éducation parce que ces services dépendent du soutien – notamment de l'appui financier et des conseils – apporté aux ménages ayant des nourrissons et des jeunes enfants bien avant que ces derniers n'entrent dans le système scolaire formel. Il est également important de trouver des moyens rentables de développer l'éducation préscolaire, sinon les enfants défavorisés présenteront un retard considérable lorsqu'ils arriveront à l'école primaire. Enfin, il ne suffit pas de scolariser les enfants ; il est crucial d'adopter des mesures pour les maintenir tous, en particulier les filles, dans le système éducatif de base et au-delà. À cet effet, il faut se fonder sur les politiques transformatrices de DPE et d'éducation des filles décrites dans la section précédente, en institutionnalisant les réformes et en relevant de manière continue la qualité.
- Renforcer l'enseignement grâce à de meilleures politiques pour attirer et recruter de nouveaux enseignants, ainsi qu'à une formation et un soutien pratiques pour les enseignants en activité. Comme indiqué ci-dessus, il est important de soutenir les enseignants tout en se fixant l'objectif d'améliorer la qualité de l'enseignement. Cet objectif sera réalisé en partie en donnant une plus grande attractivité à la profession d'enseignant pour les enseignants potentiels, en particulier pour les plus performants, et en les recrutant sur la base du mérite. Mais comme bon nombre de ceux qui enseigneront dans dix ans exercent déjà dans le corps enseignant, il est primordial de renforcer leurs compétences pédagogiques. Cela implique de passer à une formation en cours d'emploi plus pratique, basée dans la salle de classe, avec davantage de coaching et de mentorat - tout en rendant la formation initiale plus pratique afin que les nouveaux enseignants n'entament pas leur carrière avec trop peu d'expérience du travail en classe. Ces efforts doivent commencer dès maintenant, dans le cadre des changements d'orientation évoqués plus haut, par exemple en recourant à une pédagogie structurée qui intègre une formation pratique, mais la réforme du système de formation des enseignants est un effort à plus long terme. En outre, les systèmes peuvent renforcer la motivation des enseignants en améliorant leur plan de carrière et leur grille de rémunération. Il s'agit par exemple de veiller à ce que les enseignants puissent recevoir leur salaire plus facilement - par exemple, en rendant obligatoire l'utilisation de l'argent mobile - et de nommer des directeurs d'école capables de fournir des conseils pédagogiques utiles aux enseignants.
- Améliorer l'expérience du travail en classe en étoffant les ressources d'apprentissage, notamment en réorganisant le programme scolaire et en proposant un enseignement dans la langue maternelle lorsque cela est possible. En ce qui concerne les programmes scolaires, le « gain rapide » décrit précédemment permettrait de rationaliser le programme en situation d'urgence afin de se concentrer sur la reprise de l'apprentissage fondamental après la réouverture des écoles. Cependant, une réforme plus approfondie des programmes s'impose également et c'est un processus à plus long terme. Les programmes scolaires doivent être restructurés pour que tous les enfants disposent de suffisamment de temps pour acquérir les compétences de base ; ils doivent également être repensés de manière à ce que ce que les enfants et les jeunes apprennent soit pertinent pour leur vie et leurs moyens de subsistance. Un élément important de la



PHOTO PAR ©SARAH FARHAT/WORLD BANK

réforme des programmes scolaires consiste à généraliser l'enseignement en langue maternelle dans les petites classes chaque fois que cela est politiquement et techniquement possible étant donné qu'il a été démontré que cette méthode améliore l'alphabétisation à la fois dans la langue maternelle et (éventuellement) dans la langue nationale. De plus, de judicieux supports d'apprentissage - adaptés au bon niveau et rédigés dans les langues appropriées - sont un complément essentiel à des programmes d'enseignement bien conçus. La technologie peut contribuer à cette amélioration de l'expérience en classe, mais seulement si les systèmes adoptent des technologies moins coûteuses et justifiées par des données factuelles et aident les enseignants à intégrer ces outils dans leur pédagogie.

- Faire des écoles des espaces d'apprentissage sécurisés, inclusifs et bien gérés. Les actions transformatrices permettront d'amorcer le processus visant à faire des écoles en des espaces plus accueillants et mieux soutenus, en intensifiant la participation de la communauté. Cependant, beaucoup reste à faire pour mettre en place une gestion scolaire professionnelle, apte à assurer la direction pédagogique et administrative requise pour gérer les écoles dans des contextes difficiles. Cela implique une réforme du système de sélection, de formation et d'encadrement

des chefs d'établissement, associée à une plus grande autonomie des chefs d'établissement bien formés à prendre des décisions concernant leurs écoles. Parallèlement à ce processus de professionnalisation de la direction des écoles, les systèmes pourraient intégrer une plus grande implication de la communauté dans les activités de conseil aux chefs d'établissement, par le biais de comités de gestion des écoles qui bénéficient d'une formation et de voies de communication permettant d'accéder aux responsables publics locaux.

Pour soutenir ces changements au niveau des écoles et des communautés, il est essentiel d'améliorer la cohérence, la gestion et la gouvernance du système :

Les systèmes qui parviennent à améliorer l'apprentissage de tous les enfants sont ceux dont les politiques sont cohérentes et conformes à cet objectif ; cela ne relève pas du hasard.

- Parmi les éléments clés, citons les programmes d'enseignement bien conçus, comme nous l'avons vu plus haut, qui sont davantage axés sur les besoins d'apprentissage fondamentaux.
- Le deuxième élément est le renforcement des systèmes d'évaluation à tous les niveaux. Cela implique que les enseignants doivent être en mesure d'effectuer des évaluations en classe afin de savoir ce que

leurs élèves apprennent et d'adapter l'enseignement en conséquence ; des évaluations nationales et régionales pour déterminer les niveaux et les modèles d'apprentissage, pour que les responsables politiques ne décident pas à l'aveuglette ; des examens qui testent les compétences pertinentes et ne sont pas conçus uniquement pour sélectionner une élite ; et des évaluations internationales pour comparer les niveaux d'apprentissage. La mise en cohérence avec des évaluations internationales telles que le PASEC devrait être renforcée afin de disposer d'une référence externe de qualité.

- Troisièmement, une plus grande cohérence est nécessaire. Par exemple, la formation des enseignants, les programmes d'enseignement, les manuels et les examens doivent tous être cohérents en termes de contenu. Les programmes de pédagogie structurée énumérés dans la section « Actions transformatrices » contribueront à établir un modèle à cet égard, mais ils doivent être complétés par un réajustement à l'échelle du système.
- Enfin, parce que l'engagement et les compétences techniques sont nécessaires pour mettre en œuvre ces réformes, la dépolitisation du système est cruciale : les enseignants, les directeurs d'école, les inspecteurs et les autres fonctionnaires doivent être sélectionnés sur la base du mérite et soutenus en tant que professionnels. Un engagement politique sans équivoque en faveur de l'apprentissage fondamental pour tous les enfants et le suivi des progrès accomplis peuvent mettre en évidence les coûts d'un système politisé et rendre ces réformes techniques possibles. Une mesure clé pour la dépolitisation du système réside dans la professionnalisation de la gestion des écoles. Les directeurs d'école sélectionnés sur la base du mérite doivent suivre la formation en leadership pédagogique et en gestion opérationnelle dont ils ont besoin pour relever les nombreux défis auxquels sont confrontées les écoles de la région.

Engagement politique et financement en appui à ces réformes

Toutes ces réformes nécessiteront une volonté et un engagement politiques constant qui donnent la priorité à l'apprentissage et au bien-être des enfants. À chacun de ces niveaux, des groupes militent fortement en faveur du statu quo. Les besoins des jeunes enfants et de leurs familles, notamment en milieu rural, sont ignorés dans les processus politiques parce qu'ils ne disposent d'aucun moyen de



pression. L'amélioration de l'enseignement se trouve freinée par des institutions de formation des enseignants qui ne s'attachent pas à donner aux enseignants les compétences qui les rendraient plus efficaces en classe. Le matériel pédagogique est acquis auprès de soumissionnaires de gré à gré et à coût élevé, le processus de passation de marché étant parfois vicié par la corruption. Le fonctionnement des écoles est compromis par l'absence de gestion professionnalisée et d'implication de la communauté, ainsi que par le manque de ressources.

L'engagement doit émaner du sommet de la hiérarchie et s'étendre à tous les niveaux de l'administration. La cohérence du système est minée par des bureaucraties qui n'ont ni l'envie ni la capacité d'assurer la mise en cohérence des politiques et des processus sur l'apprentissage pour tous. De nombreux systèmes dans le monde ont démontré que de telles contraintes peuvent être surmontées, avec un leadership politique et un soutien sociétal appropriés. Il faudrait que les dirigeants envoient un signal très fort indiquant que

le statu quo est inacceptable - que les pays doivent donner à la prochaine génération un bien meilleur départ dans la vie - et que le public comprenne bien les défis à relever et la manière de les surmonter. Tous les agents publics travaillant dans l'éducation doivent bien comprendre ce point et ils doivent être dotés des compétences et être soutenus pour leur permettre d'agir en conformité avec une telle compréhension.

Pour manifester de manière déterminante cet engagement, il faudrait augmenter le financement public, en particulier pour l'éducation de base. Même ajustées aux revenus, les dépenses pour l'éducation primaire demeurent assez faibles dans certains pays de la région tels que le Tchad. Davantage de ressources ne garantissent pas de meilleurs résultats, mais certaines des réformes décrites ici ne seront pas possibles sans de nouveaux investissements. Une partie de ces fonds peut provenir de réaffectations, mais, compte tenu de l'augmentation constante de la population des élèves et des étudiants, les pays devront trouver des fonds supplémentaires pour l'éducation, principalement auprès de sources nationales.

Si les gouvernements souhaitent vraiment des améliorations transformatrices pour tous les enfants, ils devront consacrer une grande partie de cette augmentation du financement à court terme à l'éducation de base, et plus particulièrement au cycle primaire. Les systèmes éducatifs les plus performants au monde ont adopté une approche d'« universalité progressive », c'est-à-dire qu'ils ont élargi l'accès à une éducation de haute qualité pour tous, en commençant par l'éducation de base, tout en donnant la priorité aux besoins les plus essentiels des enfants défavorisés. Dans les États fragiles, compte tenu de leurs capacités institutionnelles et du très peu de ressources disponibles, il est impossible de tout entreprendre en même temps. Tant pour l'équité que pour la qualité du système, l'accent doit être mis dès à présent sur la réussite de l'enseignement primaire.

L'engagement politique doit également se traduire par une plus grande efficacité des dépenses. La faiblesse de la gouvernance et l'inadéquation des stratégies ont encore réduit l'impact des niveaux de dépenses déjà faibles de la région. En conséquence, les résultats ont été médiocres et les ménages ont dû dépenser encore plus pour l'éducation afin d'essayer de combler les lacunes. Un véritable engagement politique dans l'ensemble de la bureaucratie amènera les gouvernements à prendre toutes les décisions — par exemple, les décisions concernant les manuels scolaires, le recrutement des enseignants ou la technologie — en se demandant si

elles améliorent l'apprentissage de tous les enfants. Si tel est le cas, les résultats s'amélioreront, rendant ainsi les dépenses plus efficaces.

Avec un réel engagement des dirigeants et de la société dans son ensemble, il est possible de réaliser des progrès spectaculaires. Ce n'est pas facile, mais des expériences menées à travers le monde illustrent combien la persévérance porte ses fruits. Au début des années 1950, la République de Corée était une société déchirée par la guerre, handicapée par des niveaux d'alphabétisation très bas ; dans les années 1990, elle avait atteint l'objectif de la scolarisation universelle avec un système d'éducation de haute qualité jusqu'à l'école secondaire, et aujourd'hui, ses jeunes obtiennent les meilleurs résultats aux évaluations internationales de l'apprentissage. Plus récemment, le Vietnam a surpris le monde entier en 2012 lorsque les nouveaux résultats de l'enquête PISA ont montré que ses jeunes de 15 ans obtenaient des résultats presque aussi bons que ceux de l'Allemagne - même si le Vietnam était un pays à revenu moyen la tranche inférieure qui avait subi une guerre dévastatrice quelques décennies auparavant. Et une décennie de réformes axées sur l'apprentissage et l'équité a suffi à hisser des Régions à faible revenu telles que le Ceará (Brésil) et Puebla (Mexique) au premier rang dans leur pays pour ce qui est de garantir à tous les enfants et à tous les jeunes l'acquisition des compétences fondamentales.

En quoi peut consister l'appui de la Banque mondiale ?

Avec l'engagement du leadership au niveau des pays, la Banque mondiale peut aider à ce que les actions transformatrices et le renforcement du système deviennent une réalité. Tout d'abord, elle peut utiliser des analyses telles que ce Livre blanc pour catalyser le dialogue entre les gouvernements et les autres parties prenantes et les inciter à se rassembler autour d'une action visant à promouvoir l'apprentissage et les compétences pour tous les enfants et les jeunes. Deuxièmement, elle peut contribuer à renforcer la capacité des gouvernements à mettre en œuvre les interventions transformatrices, en partageant les connaissances sur ce qui marche. Même l'ensemble limité de solutions proposées ici sera très difficile à mettre en œuvre compte tenu de la faible capacité des gouvernements, et la Banque mondiale peut aider chaque pays à sélectionner un ensemble d'actions qui pourront être mises en œuvre. Troisièmement, elle peut financer de nouveaux investissements - par exemple, dans la formation ciblée des enseignants ou dans de meilleurs systèmes de suivi - qui peuvent améliorer l'efficacité de l'uti-



PHOTO PAR : © VINCENT TREMEAU / WORLD BANK

lisation des ressources que le pays alloue déjà à l'éducation. Quatrièmement, elle peut soutenir les gouvernements à travailler de manière intersectorielle pour atteindre les objectifs d'éducation, par exemple dans des domaines transversaux tels que le développement de la petite enfance ou le développement des compétences.

La stratégie proposée dans ce Livre blanc intègre les enseignements de l'expérience de la Banque en matière d'aide aux pays dans la conception et la mise en œuvre de réformes de l'éducation, en particulier dans des contextes à faible capacité.

La Banque a tiré des enseignements de ses réussites et de ses échecs - les siens et ceux des gouvernements avec lesquels elle collabore. Certains des enseignements essentiels applicables au Sahel sont les suivants. Premièrement, il est nécessaire de focaliser les efforts. Lorsque les capacités des gouvernements sont très limitées, les tentatives de relever trop de défis à la fois peuvent aboutir sur un échec général, d'où la nécessité d'établir des priorités. C'est pourquoi le Livre blanc se concentre sur les actions transformatrices, sans pour autant négliger l'importance du renforcement des systèmes à plus long terme. Deuxièmement, les données factuelles sont primordiales : si

les changements de politique et les projets sont fondés sur des données factuelles et des travaux d'analyse de qualité, les chances de réussite s'en trouvent accrues. C'est pourquoi la Banque a consacré des efforts considérables à la préparation de ce Livre blanc et de la prochaine stratégie d'éducation pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, ainsi qu'à tous les travaux d'analyse spécifiques aux pays qu'elle mène au Sahel. Une part non négligeable de cet effort consiste à tirer parti de la riche expérience des autres partenaires dans la région et au-delà, qu'il s'agisse de partenaires bilatéraux tels que l'AFD et la JICA, de partenaires multilatéraux tels que les banques régionales de développement, d'ONG ou d'universitaires. Une action concertée de ces partenaires est cruciale pour compléter la capacité du gouvernement, et disposer d'un diagnostic partagé et d'un ensemble de priorités ciblées peut y contribuer. Troisièmement, la faiblesse des capacités gouvernementales, point particulièrement saillant au Sahel, fait qu'il est particulièrement important de capitaliser les forces des communautés et des acteurs non gouvernementaux. Les actions proposées dans ce Livre blanc s'appuient sur ces forces, plutôt que de demander aux gouvernements de supporter une charge trop lourde à court terme.

Le choix qui s'impose au Sahel

Le renforcement de l'éducation et du capital humain est le seul choix véritable qui s'offre à la région - et c'est une bonne chose. La population de la région continue de croître, le nombre d'enfants et de jeunes augmentant plus rapidement que dans toute autre région. Les pays du Sahel sont donc confrontés à un choix qui n'en est pas vraiment un : veulent-ils que, dans une ou deux décennies, leurs communautés et leurs espaces de travail soient caractérisés par une énorme cohorte de jeunes qui n'ont pas reçu d'éducation ou qui constatent que leurs diplômes ne sont pas synonymes de compétences réelles, de productivité ou d'emploi ? Compte tenu des plus grandes aspirations des jeunes d'aujourd'hui, alimentées par une prise de conscience de ce qui se passe ailleurs dans le monde, cela ne peut qu'engendrer déceptions et conflits. Ou bien les pays du Sahel s'engageront-ils - à un niveau sociétal et pas seulement au sein des ministères de l'Éducation - à développer l'esprit humain, le moteur le plus puissant de la prospérité, de la réduction de la pauvreté et de l'épanouissement humain ?



PHOTO PAR: ©WORLD BANK

